instinctcom

Bilan RP Carrefour de l'eau – Janvier 2023

13 avril 2023

Sommaire

1. Bilan RP CGLE 2023
2. Best of des retombées presse
3. Planning CGLE 2024

01

BILAN RP CGLE 2023

Retour sur 6 mois de RP

2
communiqués de presse

2
invitations presse

1
dossier de presse

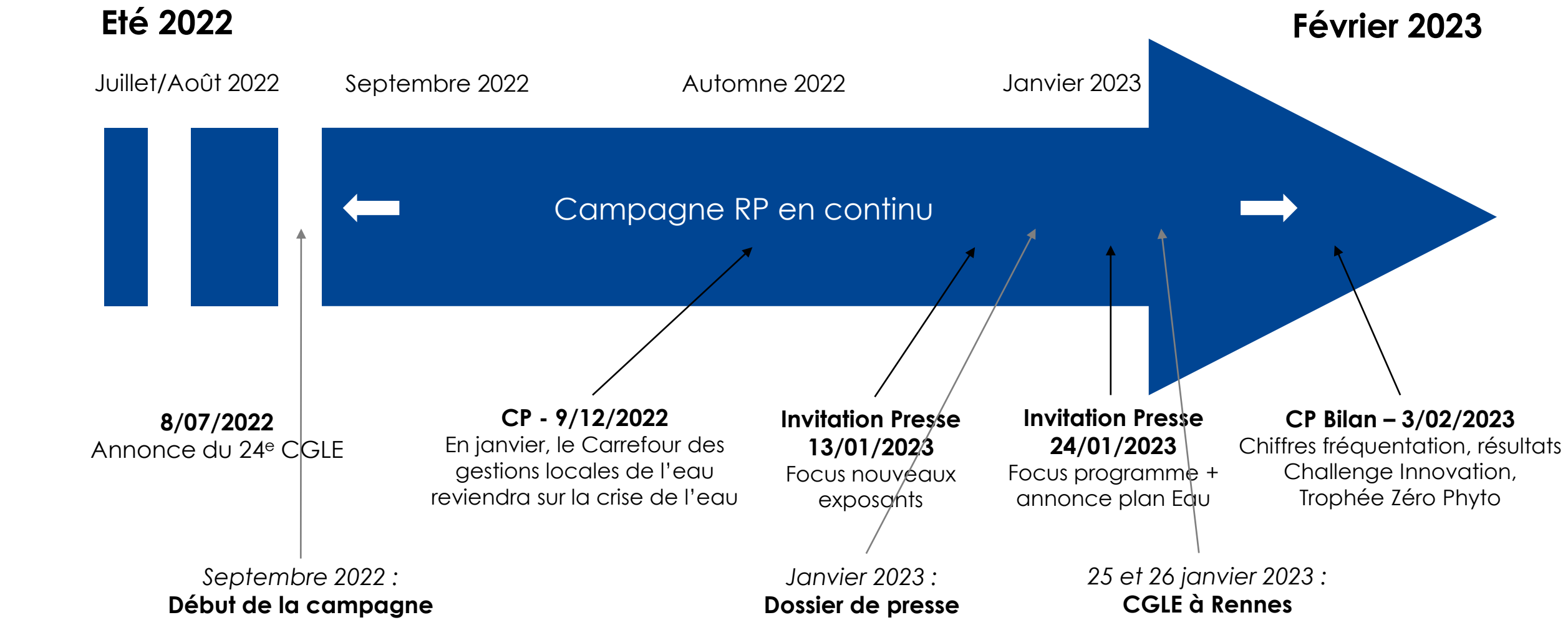
40
journalistes inscrits

au moins
176 retombées en presse écrite/web

au moins
7 retombées en TV/Radios

Chiffres des retombées : actualisés au 12/04/2023

Les informations presse



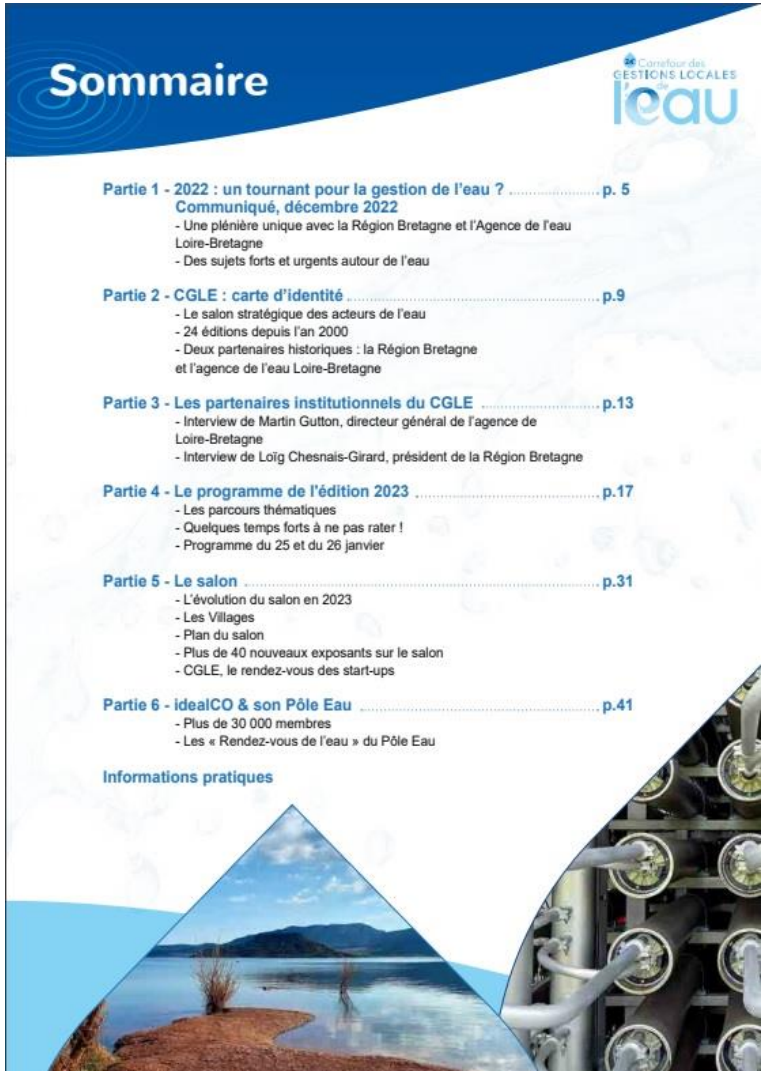
Le dossier de presse

44 pages

Dont 1 partie entière consacrée à l'**agence de l'eau Loire-Bretagne** et la **Région Bretagne.**

1 autre partie consacrée au **salon** et aux **exposants** (les villages, les nouveaux exposants, les start-up…).

Et 1 partie à **idealCO**.



Les partenaires médias

40 journalistes / 31 médias

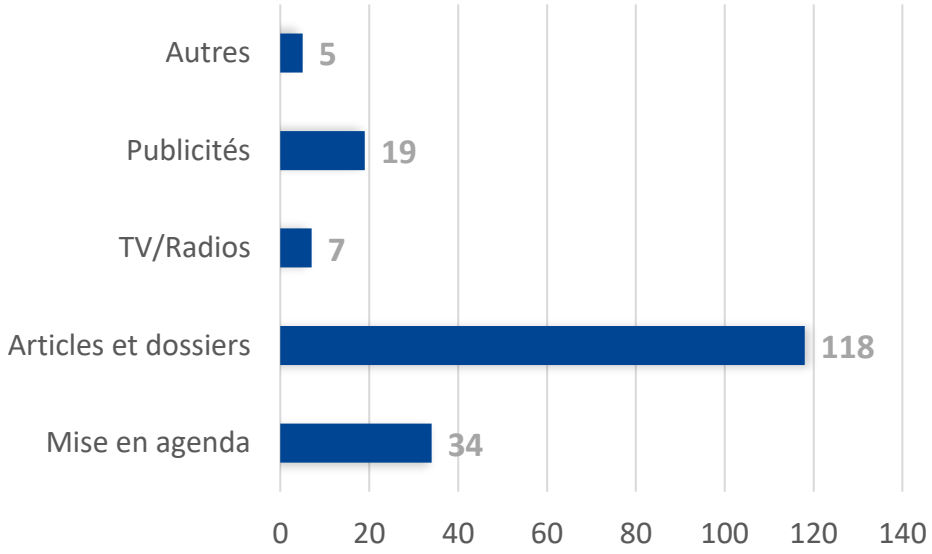
Médias
Actu-Environnement
AEF
AFP
Agra Presse
Contexte
Environnement & Technique
Environnement Magazine
France 3 Bretagne
France Bleu Armorique
Hydroplus
Journal des Fluides
Journ'eau / Spanc Info

Médias
La Gazette des communes-Techni-Cités
Le Figaro.fr
Le Monde
Le Moniteur
Le Parisien Aujourd'hui en France
Le Télégramme
L'Eau Magazine (UIE)
L'Eau, l'industrie, les nuisances
Les Cahiers Techniques du Bâtiment
Localtis

Médias
Mat Environnement
Ouest France
Prévention BTP
RCF
Revue des Collectivités Locales
Réseaux VRD
REUSSIR
Smart City Mag
TSM

Répartition des retombées

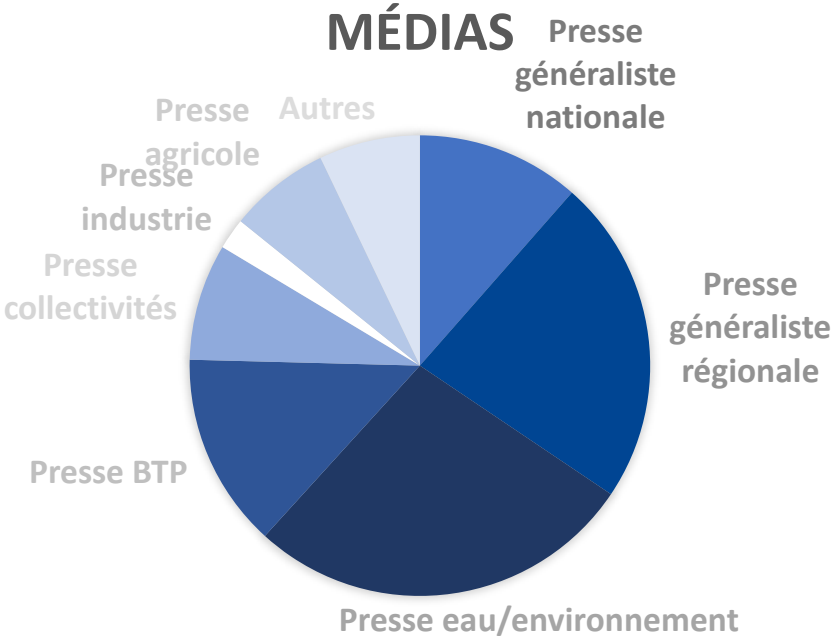
RÉPARTITION PAR TYPE DE RETOMBÉES



183

retombées presse

RÉPARTITION PAR TYPE DE MÉDIAS



Par ordre chronologique
Non exhaustif

02

BEST OF RETOMBÉES PRESSE 2023

Sécheresse : des pluies encore insuffisantes

Dans plusieurs régions, les cours d'eau sont bas et la recharge des nappes souterraines prend du retard

Il est encore trop tôt pour savoir si la France va connaître de nouveau une année sèche, après celle, historique, de 2022. Mais l'on constate déjà que les pluies de ces dernières semaines n'ont pas suffi à regonfler de très nombreux cours d'eau qui connaissent des baisses de niveaux sévères et tardives, particulièrement en Provence. Elles ne permettent pas non plus de rassurer sur l'état des sols, ni sur le niveau des réserves souterraines, préoccupant dans plusieurs régions. Les habitants d'une dizaine de départements subissent toujours des interdictions d'arroser leur pelouse et de laver leur voiture. Les restrictions d'usages encore en vigueur chez eux le sont souvent depuis plus de six mois consécutifs. En ce début janvier, le nord et le sud des Deux-Sèvres restent classés en alerte renforcée, ainsi qu'une partie de la Lozère, de la Haute-Garonne, des Pyrénées-Orientales et de l'Ain. Une partie du Lot est en alerte ; toute l'Ille-et-Vilaine, la Savoie et la moitié du Jura sont placées en vigilance.

A Météo-France comme au Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), le constat est le même : globalement, la saison de recharge des nappes arrive avec un mois et demi, voire deux mois de retard. Non seulement, il ne pleut pas encore assez, mais l'automne a été anormalement chaud. Or, avant d'atteindre les couches géologiques souterraines, les précipitations doivent pouvoir s'infiltrer. Les températures restées exceptionnellement élevées après l'été ont freiné la mise en repos de la végétation, qui a continué à capter l'eau jusqu'en décembre. C'est seulement à ce moment-là que les sols ont pu se gorger d'humidité, d'une façon supérieure à la normale dans le Sud-Est et la Bretagne, mais pas dans l'ancienne région Languedoc-Roussillon ni dans le centre de la métropole. Dans l'Allier, la Creuse, le Puy-de-Dôme, la Haute-Vienne, la terre manque d'eau, ainsi que dans tout le quart sud-ouest du pays.

« Dans ces régions-là, la situation est comparable à ce que nous connaissons habituellement début novembre, résume Simon Mittelberger, climatologue à Météo-France. *Quant à l'enneigement, il est à peu près classique dans les Alpes du sud, un peu inférieur dans les Alpes du nord, mais très déficitaire dans les Pyrénées. Cependant cela peut changer en janvier février »*, conclut-il prudemment. La situation pourrait certes se redresser dans les prochaines semaines, en particulier pour les nappes réactives. Mais dans les nappes dites inertielles – qui mettent deux ou trois mois à se recharger, comme dans le Bassin parisien par exemple –, *« les niveaux ne remonteront probablement pas au-dessus des normales sauf pluviométrie exceptionnelle cet hiver »*, observe le BRGM.

LES HABITANTS D'UNE DIZAINE DE DÉPARTEMENTS SUBISSENT TOUJOURS DES INTERDICTIONS D'ARROSER LEUR PELOUSE ET DE LAVER LEUR VOITURE

Un bras de la Loire toujours à sec, à Varades, en Loire-Atlantique, le 16 décembre 2022. FRANCK DUBRAY/PHOTOPQR/OUEST FRANCE/MAXPPP

Inquiétude des élus locaux

Or, l'état de ces réserves naturelles souterraines donne le ton pour l'été suivant, puisqu'elles soutiennent alors les sources et les cours d'eau. *« Il y a encore des relevés de piézomètres* [outil permettant de mesurer le niveau d'une nappe] *classés en rouge dans le Sud-Est et le Jura, cela n'arrive que tous les dix-douze ans à cette période de l'année »*, note Violaine Bault, hydrogéologue au BRGM. Elle rappelle que les chaleurs de l'été dernier ne sont pas l'unique cause des niveaux très bas dans les nappes phréatiques. *« Le déficit de pluies de l'hiver 2021-2022 compte aussi, ainsi que les fortes sollicitations pour l'irrigation au printemps. »* C'est ainsi que les restrictions de juillet-août se sont imposées.

Après cette redoutable expérience, les pouvoirs publics se devaient de réagir. Les pénuries estivales ont laissé des stigmates, pas seulement parmi les arbres qui dépérissent et la faune aquatique en déclin. Les Français ont pris conscience que la ressource pouvait réellement manquer et les élus locaux expriment à qui veut les entendre une inquiétude palpable. Le gouvernement a donc inclus un volet sur l'eau dans son exercice de planification écologique sous la houlette de la première ministre. Les objectifs énoncés en octobre visent à *« réduire les consommations d'eau et optimiser les prélèvements, mieux réutiliser les eaux usées et accélérer la réduction des fuites sur les réseaux d'eau »*. Plusieurs mesures sont attendues prochainement, probablement le 26 janvier à l'occasion du Carrefour des gestions locales de l'eau, à Rennes.

D'ici là, la secrétaire d'Etat auprès du ministre de la transition écologique, Bérangère Couillard, est venue le 5 janvier écouter la restitution des travaux du Comité national de l'eau (CNE). Cette instance – qui est composée de représentants de l'Etat, d'acteurs du secteur de l'eau, d'usagers, notamment du monde agricole, mais aussi d'associations de défense de l'environnement et d'élus locaux –, a en effet été associée au chantier de réflexion. La concertation a été menée au pas de charge – six groupes de travail, deux réunions chacun, entre novembre et mi-décembre.

Ces échanges ont donné lieu à certaines suggestions attendues (études supplémentaires sur l'état de la ressource, sensibilisation du public à la sobriété), mais aussi à des propositions qui auraient semblé iconoclastes avant le traumatisme de l'été 2022. Des membres du CNE ont insisté sur la nécessité de se préparer dès le mois de mars aux sécheresses estivales et de moduler ainsi les volumes qu'il sera autorisé de consommer. Certains ont réclamé une répartition plus équitable de [illegible] ainsi qu'un partage large de l'information, afin de connaître ce qui est précisément prélevé dans l'environnement : des données que l'on ignore encore actuellement. Un dispositif de télérelevé pourrait être généralisé, y compris auprès des agriculteurs.

« Retour en force de la sobriété »

Certains demandent le renforcement des contrôles en 2023, quitte à mobiliser la gendarmerie ou les polices municipales et nationale pour s'assurer que les mesures de restriction sont respectées. Il a même été suggéré que les dérogations accordées par les préfets alors que sévissent les sécheresses au cœur de l'été soient désormais publiées. Enfin, des participants ont plaidé pour la réhabilitation de la conservation naturelle de l'eau, qui nécessite des sols vivants, des prairies, des forêts, des zones humides.

LA VEILLE DE NOËL, LE BARRAGE DES BOUILLOUSES A DÛ RELÂCHER 90 000 MÈTRES CUBES, SINON QUATRE COMMUNES RISQUAIENT DE NE PLUS ÊTRE APPROVISIONNÉES EN EAU POTABLE

« Dans sa réponse, Bérangère Couillard n'a pas présenté le stockage de l'eau comme l'unique solution. Le ton s'est infléchi par rapport au Varenne agricole [concertation sur l'adaptation de l'agriculture au changement climatique conclue en février 2022], note Florence Denier-Pasquier, qui siège au CNE au nom de France Nature Environnement (FNE). *On assiste à un retour en force de la sobriété. »* Sur le terrain, FNE continue de mener bataille pour défendre la prise en compte de la biodiversité quand la ressource s'amenuise. Elle a, par exemple, contesté la décision du préfet des Pyrénées-Orientales d'autoriser des prélèvements pour l'irrigation agricole dans la rivière la Têt ne laissant qu'un débit insuffisant pour la survie des écosystèmes aquatiques. Le tribunal administratif de Montpellier lui a donné raison dans un jugement du 29 novembre 2022.

Les Pyrénées-Orientales n'en ont probablement pas fini avec les conflits d'usage. Le 30 décembre, le préfet de ce département a pris un nouvel arrêté [illegible] tion pour deux mois, qui touche Perpignan et ses environs. Le déficit de pluies de l'automne y atteint 70 %. Déjà, à la veille de Noël, le barrage des Bouillouses a dû relâcher 90 000 mètres cubes de son lac artificiel situé à 2 000 mètres d'altitude, et les a propulsés dans la nappe phréatique. Sinon quatre petites communes risquaient de ne plus être approvisionnées en eau potable. Du jamais-vu en cette saison. De surcroît, l'absence actuelle de neige sur les hauteurs des Pyrénées peut avoir des répercussions au printemps. Car lorsque son manteau gelé fond, il contribue à soutenir les débits des affluents de la Garonne, qui desservent des villes comme Toulouse. ■

MARTINE VALO

14 %

C'est la baisse de la ressource renouvelable en eau douce qui s'est produite entre 1990 et 2018 en France. Elle est composée à 94 % de pluie et 6 % de ce qu'apportent les cours d'eau entrants sur le territoire. Son volume annuel moyen s'élevait à 229 milliards de mètres cubes (m³) les dix premières années, avant de passer à 197 milliards de m³ entre 2002 et 2018. Depuis 1959, les précipitations ont diminué sur la moitié de la métropole (49 %) tandis que l'eau qui s'évapore et retourne dans l'atmosphère par la transpiration des végétaux, et donc des cultures, a nettement augmenté, surtout au printemps.

Le Monde

« *Des annonces de mesures sont attendues prochainement, probablement le 26 janvier à l'occasion du* ***Carrefour des gestions locales de l'eau****, à Rennes.* »

Mention dans l'article de Martine Valo dans ***Le Monde*** – 6 janvier 2023

CGLE 2023 : conférences, solutions techniques et mises en relation avec les recruteurs

Le Carrefour des Gestions Locales de l'Eau se tiendra les 25 et 26 janvier 2023 à Rennes. Interview de Sophie Noël, directrice du salon, qui annonce les sujets phares de l'édition 2023, de nouveaux exposants et la possibilité de rencontrer les recruteurs.

Une vidéo teaser du CGLE 23, sur la base d'une interview de Sophie NOEL (idealCO), a été publiée en ligne sur le site d'***Actu-Environnement*** (partenaire média) – Janvier 2023

FRANCE

Les nappes phréatiques toujours trop basses en France malgré la pluie

ENVIRONNEMENT

Plus des trois quarts des nappes phréatiques restent sous les normales mensuelles. Le gouvernement devrait annoncer dans quelques jours un grand plan sur l'eau.

Anne Feitz
@afeitz

La France vivra-t-elle une nouvelle sécheresse l'été prochain ? Selon le dernier bilan du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) publié vendredi matin, les nappes phréatiques restent largement trop basses en ce début d'année. *« L'état des nappes souterraines ne s'améliore pas, ou très peu »*, alerte Violaine Bault, hydrogéologue au BRGM.

« Les pluies infiltrées durant l'automne sont insuffisantes pour compenser les déficits accumulés durant l'année 2022 », écrit l'établissement dans son bulletin mensuel.

Sécheresse historique

Alors qu'une sécheresse historique a frappé les trois quarts du territoire l'été dernier, l'inquiétude est loin d'être levée concernant l'été 2023. Les précipitations ont été insuffisantes en novembre.

Seule exception, le Grand Est, où les pluies ont été efficaces dès le début de l'automne. Le littoral de la Manche à la Bretagne, où il a plu ces dernières semaines, a aussi rattrapé son retard. La situation est favorable dans le massif armoricain, l'Alsace du Nord, la Bourgogne Franche-Comté, ainsi que dans le Sud-Est (Montpellier, Nîmes, Vaucluse, Corse). Mais *« les niveaux restent préoccupants sur une grande partie du territoire »*, selon le BRGM.

Seules de fortes pluies au cours des mois à venir permettraient de rétablir la situation. Or les prévisions de Météo France sur janvier, février et mars ne privilégient aucun scénario. *« L'an dernier, les niveaux des nappes étaient nettement supérieurs à ceux de cette année à la même date »*, constate Violaine Bault. *« On imagine bien que si les pluies sont similaires cette année à celles de l'an dernier, la situation risque d'être beaucoup plus dégradée cet été. »*

Il n'est pas trop tard pour revenir à des niveaux au-dessus de la normale à la sortie de l'hiver dans la majorité des nappes, mais ce sera plus compliqué pour les régions où les niveaux sont aujourd'hui très bas : Centre-Ouest (Maine, Poitou, Vendée, Périgord) et l'est de la Côte d'Azur (Var et Alpes-Maritimes).

« Il faudrait des pluies exceptionnelles ces prochains mois », indique l'hydrogéologue. Les mois d'hiver sont cruciaux pour la recharge des nappes souterraines. *« A partir du printemps, les pluies sont entièrement captées par la végétation »*.

Un grand chantier sur l'eau

Pour éviter de replonger dans une crise similaire à celle de 2022, le gouvernement a lancé fin septembre un grand chantier sur l'eau, qui doit déboucher sur l'annonce de mesures le 26 janvier lors du Carrefour des gestions locales de l'eau.

Il devrait restreindre certains usages de l'eau, mais aussi s'attaquer au problème des fuites, qui représentent 20 % de l'eau potable distribuée en France, et revoir les conditions de l'utilisation des eaux usées traitées, aujourd'hui soumises à une réglementation contraignante en France. *« On sait avec certitude que le changement climatique provoquera des périodes de sécheresse plus intenses et plus longues. Des mesures pérennes s'imposeront »*, reconnaît Pierre Pannet, directeur adjoint des actions territoriales.

En 2022, 93 départements ont été contraints de restreindre l'utilisation de l'eau sur leur territoire, et 117 communes ont été privées d'eau potable. *« On a pris l'engagement qu'il y aurait un avant et un après été 2022 »*, avait assuré le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, en septembre dernier. ■

Les Echos

« …un grand chantier sur l'eau, qui doit déboucher sur l'annonce de mesures le 26 janvier lors du ***Carrefour des gestions locales de l'eau****. »*

Mention du CGLE dans un article des ***Echos*** consacré au faible niveau des nappes – 16 janvier 2023

Environnement ACTU

SÉCHERESSE DE L'ÉTÉ : C'EST MAINTENANT QUE ÇA SE JOUE

Le gouvernement doit annoncer le 26 janvier une batterie de mesures pour se prémunir contre de nouvelles sécheresses. Si l'État peut rapidement mettre en œuvre certaines d'entre elles, comme la consolidation des agences de l'eau ou le renforcement des connaissances sur les prélèvements en eau dans l'Hexagone, il risque de se casser les dents sur les "mégabassines", qui divisent le monde agricole.

PAR BRUNO RIETH

Cet été, la France a connu un épisode de sécheresse historique : cours d'eau asséchés, nappes phréatiques taries, approvisionnement en eau réduit et même coupé dans certaines communes. Un véritable changement de paradigme : *« La question n'est plus de savoir s'il y aura des sécheresses mais quand. L'enjeu est maintenant de savoir comment bien partager une ressource qui reste constante mais qui tombe à des périodes décalées »*, souligne Jean Launay, le président du Comité national de l'eau (CNE), un organisme consultatif chargé d'aiguiller le gouvernement sur sa politique de l'eau. Avec des automnes et des hivers plus doux, la végétation a continué de capter les précipitations, empêchant la recharge des nappes. *« La ressource renouvelable en eau à l'échelle d'une année a baissé de 14 % entre la période 2000-2010 et la période 2010-2020 ! »*, rappelle Alexis Guilpart, animateur du réseau Eau et Milieux aquatiques pour France Nature Environnement. De quoi sérieusement inquiéter le gouvernement sur l'été à venir. Notamment parce que, en ce début de mois de janvier, six départements sont déjà en alerte renforcée, comme les Deux-Sèvres, la Haute-Garonne ou l'Ain, deux sont placés en alerte (le Lot et l'Oise) et quatre en vigilance, telles l'Ille-et-Vilaine ou la Savoie.

Une situation qui oblige le gouvernement à réagir. Le 26 janvier, à l'occasion du Carrefour des gestions locales de l'eau, à Rennes, le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, accompagné de sa secrétaire d'État chargée de l'Écologie, Bérangère Couillard, et d'Agnès Firmin Le Bodo, la ministre déléguée à la Santé, vont faire un certain nombre d'annonces dans le cadre de la planification écologique voulue par la Première ministre. Des mesures qui devraient fortement s'inspirer des travaux du CNE, dont la synthèse a été restituée au début du mois. *« Ces échanges ont été menés tambour battant, avec comme mot d'ordre, côté ministériel, de voir ce qui est déjà en place et devrait être amélioré et ce qui pourrait être poussé »*, indique Alexis Guilpart, qui a participé à ce chantier pour le compte de France Nature Environnement. Pour le moment, rien n'a filtré, même si, devant le Sénat, Bérangère Couillard a levé pudiquement le voile sur ces futures annonces *« très concrètes »* qui traiteront *« gouvernance »* et

Marianne

« *Le 26 janvier, à l'occasion du* ***Carrefour des gestions locales de l'eau****, à Rennes…* »

Mention dans un article de ***Marianne*** consacré à la sécheresse – 19 janvier 2023

Après la sécheresse historique de cet été, le gouvernement doit dévoiler un plan sur la gestion de l'eau dans les prochains jours, des arbitrages sont toujours en cours.
Ces mesures sont très attendues car les pénuries ne vont pas s'arranger avec le réchauffement climatique ! L'été dernier a été emblématique. 117 communes privées d'eau potable des restrictions d'eau dans 93 départements... […]

Le mot d'ordre...la sobriété ! "*Il faudra faire avec moins*" a prévenu le ministre de la transition écologique Christophe Béchu en septembre dernier. […] L'un des enjeux est déjà de réduire les fuites des canalisations En France, on estime qu'environ 20 % de l'eau potable est perdue sur le réseau. L'autre grand chantier est la réutilisation des eaux usées traitées. […]

Les conflits autour de l'eau se multiplient. Les mesures du gouvernement sont d'autant plus attendues que le sujet est devenu très sensible. Notamment sur la question de partage de l'eau... […] Aujourd'hui la question touche au porte-monnaie. Le débat monte : Faut-il faire payer plus à ceux qui consomment plus ? Faut-il augmenter le prix de l'eau l'été dans les zones très touristiques ou l'on manque d'eau ?

Autant de questions qui seront au cœur du Carrefour des gestions locales de l'eau prévu à Rennes les 25 et 26 janvier. […]

Mention dans la chronique de Sandy DAUPHIN sur **France Inter** – 20 janvier 2023

réseaux vrd lignes & canalisations

« NOUS SOMMES TRÈS FIERS QU'AUTANT DE PARTENAIRES NOUS SUIVENT »

LE CARREFOUR DES GESTIONS LOCALES DE L'EAU EST PLUS QU'UN SALON. AVEC LE TEMPS, C'EST DEVENU UN RENDEZ-VOUS POUR TOUTES LES PROFESSIONS DE L'EAU, LE LIEU DES ANNONCES CHOCS, DES TEXTES FONDATEURS, DES RÉPONSES AUX ATTENTES. NOUS AVONS RENCONTRÉ SOPHIE NOËL, DIRECTRICE DES ÉVÉNEMENTS CHEZ IDEALCO, L'ORGANISATEUR DE CE SALON.

Sophie Noël, directrice des événements chez idealCO

Réseaux VRD : Comment abordez-vous cette édition 2023 ?
Sophie Noël : Avec une quarantaine de nouveaux exposants par rapport aux précédentes éditions, nous sommes heureux de la confiance que nous accordent nos partenaires. Après une édition 2022 qui s'est déroulée en présentiel à Rennes, en juin, c'est la première fois depuis la crise Covid que nous revenons à la période historique, que le salon retrouve sa place dans le calendrier. La reprise en juin dernier s'est très bien passée donc nous sommes sereins pour janvier.

R-VRD : 6 mois entre 2 éditions, ce n'est pas un peu court ?
S. N. : Je ne vais pas vous mentir, c'était un challenge ! Nous avions effectivement à peine 6 mois pour tout relancer. Finalement, nous sommes dans les clous et à J-2 semaines, nous avons 500 exposants qui ont signé pour le salon. Pour rappel, nous devions faire l'édition 2022 en janvier mais le Covid en a décidé autrement et nous avons décalé en juin. Tout le monde était conscient que c'était exceptionnel et que l'édition 2023 reviendrait en janvier. Pour 2024, ce sera à nouveau fin janvier.

R-VRD : Avec tous ces exposants qui vous suivent quoiqu'il arrive, vous êtes devenus à ce point incontournables ?
S. N. : (rires) Incontournables, je ne sais pas mais nous sommes certainement un rendez-vous fort de l'eau depuis 23 ans, en attendant cette 24e édition. Le CGLE a acquis une aura nationale et il est devenu un lieu stratégique pour les décideurs. C'est pourquoi il attire un large public provenant à la fois de la sphère publique et du monde privé.

R-VRD : Vous avez développé un autre « Carrefour de l'eau » en région. Il sera reproduit ?
S. N. : C'était une première, à Dijon, et le résultat a répondu à nos attentes et celles de nos partenaires. L'objectif est d'instituer la marque « Carrefour de l'eau » et de faire en sorte de rendre l'événement plus accessible pour les professionnels de l'Est de la France. La 2e édition aura lieu en septembre, toujours à Dijon. C'est un salon dont la ligne est un peu différente que celle du CGLE : il s'intéresse aux liens entre petit et grand cycles de l'eau et montre comme l'un peut être au service de l'autre, pour développer un modèle plus durable de la gestion de notre ressource en eau. D'où son nom : Carrefour des gestions durables de l'eau.

R-VRD : Comment abordez-vous les start-up, l'innovation ?
S. N. : C'est traditionnellement un temps fort du CGLE avec le village innovation en partenariat avec France Water Team. Il regroupe plus de 20 exposants. Parallèlement, nous avons de nombreux exposants qui ont des innovations et qui ne sont pas concentrés dans ce village. Ils sont répartis dans le salon selon leurs

souhaits.
R-VRD : En parlant de halls, y a-t-il des mouvements dans la répartition des stands ?
S. N. : Oui, par exemple Veolia et Suez, deux grands institutionnels qui drainent beaucoup de visiteurs et qui ont toujours été dans le hall 5, le hall historique, s'implantent dans le hall 3 près de notre nouveau village des acteurs institutionnels nationaux. Cela ouvre la porte à des changements, notamment en termes de flux.

R-VRD : Finalement, qu'est-ce qui fait le succès insolent du CGLE ?
S. N. : La première raison, c'est que l'organisateur IdealCo est au plus près des besoins du marché. Nous cherchons toujours à savoir ce que les participants et les exposants ont en tête, attendent du salon. Nous sommes aussi à l'écoute des partenaires historiques du CGLE : du Conseil régional de Bretagne, de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, de la collectivité Eau du Bassin Rennais, ou encore des départements bretons. En permanence nous devons trouver le point où se rejoignent les secteurs publics et privés. Par ailleurs, nous cherchons à savoir où innover. C'est pourquoi nous organisons le forum de l'emploi et de la formation au cœur du salon. C'est essentiel pour la nouvelle génération des métiers de l'eau et l'évolution des carrières.

R-VRD : On loue aussi beaucoup la qualité des conférences…
S. N. : La programmation est un point très fort du salon. Chaque année, le contenu est renouvelé. Vous ne trouverez pas en janvier les thèmes que nous avons abordés en juin dernier ! L'épisode de sécheresse très violent sera une des thématiques de ce CGLE 2023 en se questionnant, par exemple, sur la résilience des territoires ou comment les entreprises doivent s'organiser désormais face à cet enjeu. Les coûts d'exploitations au niveau des stations, la flambée du coût de l'énergie, etc., seront aussi mis en avant car les collectivités ont peur d'augmenter le prix de l'eau ! Ce thème est une décision prise il y a quelques semaines pour coller à l'actualité et à la demande de nos partenaires. On va laisser également la parole à l'Astee, dès mercredi matin : cette association a travaillé sur une nouvelle charte qualité destinée à l'ensemble des professionnels concernant les solutions de gestion durable des eaux pluviales et cela nous semble important d'en parler sur le CGLE.

R-VRD : Quel conseil donner à un visiteur qui n'aurait pas préparé sa visite ?
S. N. : Déjà, il faut qu'il reste 2 jours. À mon sens, il devrait assister à la plénière commune, mercredi après-midi, avec l'agence de l'eau Loire-Bretagne et la Région Bretagne. Le ministère de la transition écologique et des collectivités territoriales sera présent sur le salon, un geste fort du gouvernement qui affirme son intérêt pour l'eau. Sous réserve au moment où nous parlons, nous devrions avoir une visite ministérielle pour des annonces importantes concernant le plan eau le 26 janvier. Ce visiteur devrait également s'intéresser au Challenge Innovation que nous organisons depuis déjà 3 ans avec l'UIE et qui récompense les innovations technologiques, le 26 janvier. Il pourrait aussi être intéressé par le prix Zéro Phyto qui est une création de la Région Bretagne, au moment du CGLE, depuis une douzaine d'année. Vous savez, on a une centaine de conférence sur les 2 jours ; en regardant le programme, il pourra choisir celles qui lui conviennent. Enfin, il y a les focus techniques où des exposants ont 30 minutes pour mettre en avant leurs nouveautés.

R-VRD : A partir de combien de visiteurs le CGLE sera-t-il un succès ?
S. N. : On a terminé le Carrefour de l'eau de juin à 13 000 participants. On s'attend évidemment à les revoir cette année encore. Juste avant le Covid, en janvier 2020, nous avions atteint un pic de 13 700 visiteurs. Il n'était pas évident que tout le monde revienne en 2022 et pourtant, le public a répondu présent. C'est très encourageant.

Propos recueillis par Sébastien Battaglini

Réseaux VRD (partenaire média) couvre très largement le salon. Pour 2023, un hors série « spécial CGLE » est paru, avec notamment une interview de 2 pages de Sophie NOEL (idealCO) – Janvier 2023

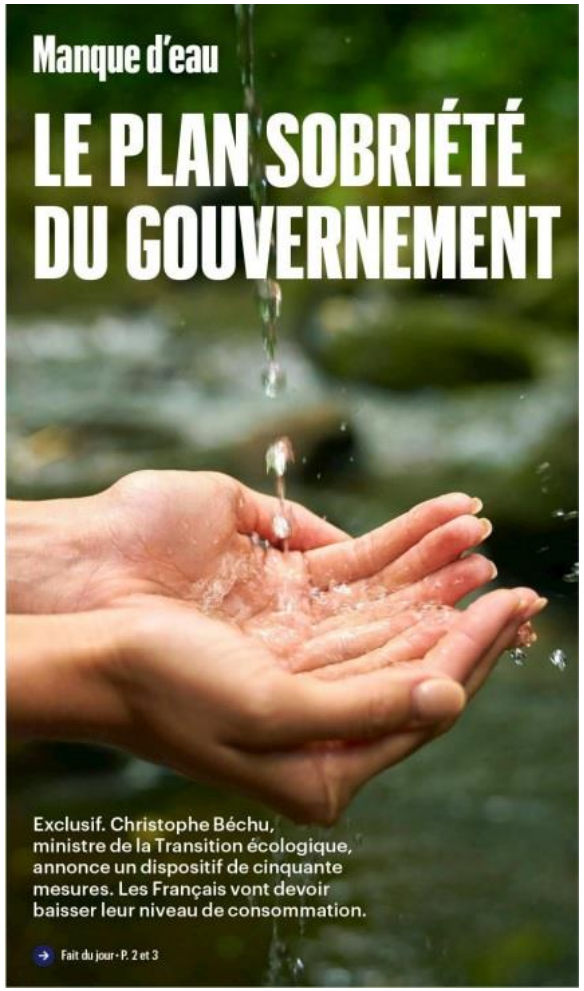
Le Parisien

Décryptage Environnement

Sécheresse : sommes-nous prêts à consommer moins d'eau ?

Le Carrefour de l'Eau réunit ce mercredi l'ensemble de la filière à Rennes. À l'heure où cette ressource naturelle se fait toujours plus rare, un sondage montre que le spectre de pénuries et de possibles restrictions inquiète profondément la population.

«Si l'effet du réchauffement climatique sur le cycle de l'eau est complexe, on a plutôt collectivement bien enregistré que les sécheresses risquent d'être plus nombreuses», note Alexis Gutpart, de l'association France Nature Environnement. (Illustration) LP/Arnaud Dumontier



L'EAU À GOGO, c'est fini. Dans une interview au « Parisien » - « Aujourd'hui en France », le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, présente le plan national Eau du gouvernement *(lire ci-contre)*, afin d'économiser une ressource naturelle qui fait de plus en plus défaut dans l'Hexagone. Une denrée toujours plus rare, sur laquelle va se pencher ce mercredi à Rennes (Ille-et-Vilaine) l'ensemble de la filière, réunie pour une édition un peu particulière du Carrefour des gestions locales de l'eau, son grand raout annuel.

Une, dossier et article en ligne dans ***Le Parisien*** – 25 janvier 2023

.3 bretagne

Interview de Luc RENAUDIN (idealCO) & reportages dans les JT du 12/13 et 19/20
sur **France 3 Bretagne** – 25 janvier 2023

Rennes : au Carrefour de l'eau, il présente un engin spectaculaire qui s'attaque aux plantes invasives

Le Carrefour de l'eau débute mercredi 25 janvier au parc-expo de Rennes. Parmi les exposants, Jérémy Touraine, qui a lancé à Bruz (Ille-et-Vilaine) une société chargée notamment de l'entretien des étangs privés envahis par les plantes invasives. Il s'est doté d'un engin très spectaculaire.

Rennes

De Loïck Guellec

Mercredi 25 janvier 2023 à 6:00

Par France Bleu Armorique

Jérémy Touraine aux commandes de son engin amphibie © Radio France - Loïck Guellec

"Nous devons tous avoir en tête la sobriété" concernant l'eau, selon Loïg Chesnais-Girard

Après une année 2022 marquée par une importante sécheresse, le 44e carrefour des gestions locales de l'eau se termine ce jeudi à Rennes. Pour le président de la région Bretagne, Loïg Chesnais-Girard, "la sobriété est au cœur des principes que nous devons tous avoir en tête".

Bretagne

De Valentin Belleville

Jeudi 26 janvier 2023 à 11:02

Par France Bleu Armorique

Loïg Chesnais-Girard, président de la région Bretagne. © Radio France - Valentin Belleville

Plusieurs sujets liés au CGLE ont été diffusés sur **France Bleu Armorique** – 25 et 26 janvier 2023

le dauphiné libéré

Aujourd'hui en France

L'EST Républicain

LA CROIX

LE BIEN PUBLIC

Capital

VOSGES matin

LE PROGRÈS

...

...

ENVIRONNEMENT

Baisser notre consommation d'eau, c'est une urgence

Le gouvernement a repoussé l'annonce du plan national pour l'eau, malgré l'urgence démontrée par la sécheresse de l'an dernier. Il prévoit une baisse de 12 % des prélèvements d'ici 2027, mais peu de mesures coercitives pour l'agriculture, premier consommateur d'eau.

La France doit réduire la quantité d'eau prélevée dans l'environnement pour faire face aux risques de sécheresse et de pénurie qui vont s'accentuer à cause du réchauffement climatique.

La crise hydrique de l'été 2022 montre qu'il faut réagir rapidement. En août dernier, plus de 110 communes étaient privées d'eau potable et près de 600 autres connaissaient des difficultés d'approvisionnement.

Les pluies de l'automne ont été insuffisantes. La recharge des nappes phréatiques reste peu intense, selon le dernier bulletin hydrogéologique du Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM). Plus des trois quarts des nappes d'eau souterraine ont un niveau inférieur aux normales saisonnières et sont nettement en dessous de celui de l'an dernier.

Après les Assises de l'eau en 2018 et 2019 puis le Varenne agricole de l'eau en 2022, le gouvernement devait présenter son plan national ce jeudi dans le cadre du Carrefour des gestions locales de l'eau qui se tient à Rennes, mais l'annonce de ces 50 mesures est repoussée de quelques semaines, malgré l'urgence.

« Il serait hypocrite de fixer trop de restrictions à l'agriculture française, ce qui nous pousserait à importer », estime le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu. Photo Sipa/Maisonneuve

Une baisse de 12 % des prélèvements en 5 ans

L'exécutif veut diminuer de 12 % le volume d'eau prélevé d'ici 2027, soit une baisse de 4 milliards de mètres cubes sur les 33 milliards captés chaque année, explique Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique, dans *Le Parisien*.

L'objectif est ambitieux mais quelles sont les pistes pour y parvenir ? Le gouvernement va demander des efforts de sobriété aux particuliers. Ils consomment en moyenne 150 litres d'eau par jour sans vraiment s'en rendre compte, puisque 67 % des Français disent utiliser moins de 100 litres par jour dans leur foyer.

La crise de l'eau en 2022 a encouragé des changements de comportements. « Des efforts de sobriété ont été faits par les particuliers pendant la sécheresse qui a mis un focus sur l'eau. Certaines pratiques adoptées deviennent des automatismes », observe Cyrielle Vandewalle, chargée de mission à la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies).

Le gouvernement veut aussi s'attaquer au problème des fuites d'eau sur les canalisations qui causent 20 % de gaspillage, avec des écarts importants (de 5 % à 70 % selon les territoires).

Autre chantier prioritaire : le recyclage des eaux usées. La France n'en réutilise que 0,8 %, 18 fois moins que l'Espagne et 10 fois moins que l'Italie. Le ministère envisage de faire évoluer la réglementation limitant l'utilisation de l'eau de pluie à certains usages domestiques.

« Une augmentation des surfaces irriguées »

Le gouvernement est plus prudent sur les efforts de sobriété de l'agriculture, premier secteur consommateur d'eau avec 45 % du total, devant les centrales électriques (31 %), l'eau potable (21 %) et l'industrie (4 %). « Il n'y a pas d'agriculture sans eau, et il serait hypocrite de fixer trop de restrictions à l'agriculture française, ce qui nous pousserait à importer », explique Christophe Béchu dans *Le Parisien*. « Il y a un potentiel d'économies dans la réduction des fuites des réseaux agricoles et l'optimisation de l'arrosage mais en même temps on constate une augmentation des surfaces irriguées en France », s'inquiète Cyrielle Vandewalle.

Les conflits autour du partage de l'eau se multiplient, comme le montre la polémique sur les méga-bassines destinées à stocker l'eau pour l'agriculture intensive.

Mardi dernier, 800 agriculteurs, élus et entrepreneurs ont manifesté à Perpignan pour dénoncer la limitation des prélèvements d'eau dans la Têt, un fleuve côtier, décidée par le tribunal administratif après un recours déposé par France nature environnement.

Luc CHAILLOT

Les « annonces » des ministres Béchu et Couillard ont été largement reprises par la presse nationale et régionale – 25 et 26 janvier 2023

En Vendée, le projet «Jourdain» veut transformer nos eaux usées en eau potable

Par **Inès Dillet**
Publié le 26/01/2023 à 12:46 , mis à jour le 31/03/2023 à 11:37

Écouter cet article 00:00/05:59

Le projet Jourdain vise à réutiliser les eaux usées pour les transformer en eau potable. *Brian Jackson / stock.adobe.com*

Emmanuel Macron a annoncé hier son «plan eau» depuis Savines-le-Lac, dans les Hautes-Alpes. Le gouvernement compte notamment passer de 1 à 10% de réutilisation des eaux usées en cinq ans, processus qu'expérimente déjà la région.

LE FIGARO · *fr*

« L'organisme Vendée Eau présentera son projet de recyclage innovant à l'occasion du ***carrefour des gestions locales de l'eau****, qui se tient à Rennes depuis mercredi. […]*
Selon Christophe Jurado directeur du pôle Eau de la plateforme collaborative IdealCo*, cela est essentiel pour "prévenir les futures pénuries d'eau, inévitables les prochains étés". »*

Parution d'un article sur ***lefigaro.fr*** consacré au projet Jourdain présenté au CGLE – 26 janvier 2023

Les prémices du futur « Plan Eau » dévoilées

27 janvier 2023

© Adobe/Florian Villesèche

Annoncé dans ses grandes lignes par le ministre de la Transition écologique dans la presse, le futur « Plan Eau » met l'accent sur la sobriété et la restauration du cycle de l'eau. De quoi susciter des réactions positives au Carrefour des gestions locales de l'eau, à Rennes, bien que le plan fasse l'impasse sur certains défis... Explications.

Ils étaient attendus : Christophe Béchu, ministre en charge de la Transition écologique, et Bérangère Couillard, secrétaire d'Etat, devaient annoncer ce jeudi 26 janvier, à Rennes, le « Plan eau », lors du 24ème Carrefour des gestions locales de l'eau (CGLE). Mais à la déception des acteurs de l'eau, cette présentation a été reportée de « quelques semaines » a annoncé le ministre dans une vidéo diffusée la veille en plénière. Cependant, Christophe Béchu a accordé une interview au Parisien, où il dévoile quelques points de ce plan, le premier de la planification écologique.

LE COURRIER DES MAIRES et des élus locaux

« Ils étaient attendus : Christophe Béchu, ministre en charge de la Transition écologique, et Bérangère Couillard, secrétaire d'Etat, devaient annoncer ce jeudi 26 janvier, à Rennes, le « Plan eau », lors du ***24eme Carrefour des gestions locales de l'eau (CGLE)****. »*

Le Courrier des Maires et ***La Gazette des Communes*** suivent le CGLE tous les ans – 27 janvier 2023

Le Télégramme

BRETAGNE

Les Bretons conscients des enjeux de l'eau

FRANCE

Réutilisation des eaux usées : une solution mais à certaines conditions

La réutilisation des eaux usées, c'est l'une des solutions regardées pour économiser l'eau. À condition de lever des verrous réglementaires et de trouver les modèles économiques.

Bruno Salaün

La fédération professionnelle des entreprises de l'eau considère qu'un projet de réutilisation des eaux usées ne sera viable que dans des stations d'épuration dont le volume est égal ou supérieur à 20 000-25 000 équivalents habitants. Photo archives Claude Prigent

Le réservoir est immense

En France, 8,4 milliards de mètres cubes d'eaux usées sont rejetés, chaque année, selon le Cerema. De 0,5 % à 1 % sont réutilisés, presque exclusivement en irrigation agricole. Cette proportion grimpe, par exemple, à 8 % en Italie et 14 % en Espagne.

La Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E) milite pour que la part des eaux réutilisées atteigne 10 % en cinq ans. « Si on arrive à monter de 0,5 % à 5 % dans les dix prochaines années, ce serait énorme », estime, de son côté, Nicolas Condom, le président fondateur d'Ecofilae, conseil aux collectivités, entreprises et usagers, qui travaille ces sujets depuis quatorze ans. L'entreprise est impliquée dans une soixantaine de projets.

Des freins restent à lever

Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu, a confirmé, dans une vidéo diffusée au Carrefour des gestions locales de l'eau, mercredi, à Rennes, que la levée de verrous réglementaires pour favoriser la réutilisation des eaux, dites non conventionnelles, figurera dans le plan eau attendu pour le printemps.

« Les politiques publiques devront évoluer vers plus de transversalité entre la santé, l'agriculture, l'environnement, afin de trouver le bon équilibre entre les exigences sanitaires qui doivent être respectées et la souplesse qui permettra de faire avancer des projets dans les territoires », soutient Laurent Brunet, de la FP2E. « J'espère que l'on va franchir un pas, que l'on va simplifier les demandes d'autorisation sans transiger sur le respect des règles sanitaires et environnementales. Les industries, notamment agroalimentaires, poussent, depuis plusieurs années, en ce sens », commente Jean-François Commaille, référent eau à Bretagne Eco-entreprises.

Pour quels usages ?

Irrigation agricole, arrosage d'espaces verts ou sportifs, alimentation de balayeuses ou d'hydrocureuses, nettoyage industriel ou de voirie… Les usages paraissent multiples. « Et ce sont bien ces usages qui vont déterminer les solutions. On peut s'appuyer sur des stations d'épuration mais pas que, car il y a aussi des eaux industrielles, de parking, de piscine, on a un projet opérationnel de réutilisation des eaux de douche pour arroser les espaces verts d'une résidence. Ce qu'il faut, c'est partager cette valeur avec les acteurs d'un territoire dans une logique d'économie circulaire », insiste Nicolas Condom.

Des modèles économiques à trouver

« Ces usages n'impliqueront pas d'atteindre les mêmes qualités d'eau et donc pas les mêmes dispositifs de traitement, pas les mêmes investissements non plus en termes de systèmes de pompage et de transport de l'eau », pointe Aurore Weissert, chez Suez. « Qui paye ? Avec quelle rentabilité ? L'État doit soutenir les projets via les agences de l'eau, qui sortent des appels à projets, et des usagers, comme les agriculteurs, devront s'impliquer financièrement s'ils y trouvent un intérêt », complète Laurent Brunet.

Une solution parmi d'autres

Tous s'accordent sur un point : la réutilisation des eaux usées se révèle une source d'économie et de préservation de la ressource en eau, parmi d'autres. Elle doit être adaptée à chaque territoire. Dans certains secteurs, par exemple, les rejets des stations contribuent à l'étiage des rivières. L'impact environnemental est à considérer absolument.

Plusieurs articles sont parus dans ***Le Télégramme*** (et letélégramme.fr) – Janvier / Février 2023

ouest france

Plumelec

Zéro phyto

La commune est lauréate du prix zéro phyto 2023. La cérémonie de remise de prix a eu lieu à la fin de la semaine dernière, lors du 24e carrefour des gestions locales de l'eau, au parc des expositions de Rennes. Plumelec a atteint cet objectif qui contribue à la reconquête de la qualité des eaux et de la biodiversité de la Bretagne. L'enjeu est désormais de pérenniser l'absence d'usage des phytosanitaires pour l'entretien des espaces verts.

Les Bretons ont peur de manquer d'eau

Le Carrefour des gestions locales de l'eau s'est ouvert hier. Les Bretons ont été sondés. Et ils ont peur de manquer d'eau, à l'avenir.

Comment les Bretons aiment-ils leur eau ? À l'occasion du Carrefour des gestions locales de l'eau (CGLE) 2023, organisé à Bruz, près de Rennes (Ille-et-Vilaine), le Centre de l'information de l'eau et le cabinet d'étude Kantar se sont associés pour sonder le rapport qu'entretiennent les Bretons avec l'eau.

Le constat est clair : ils l'aiment directement tirée du robinet. Les Bretons sont d'ailleurs 77 % à boire de l'eau du robinet tous les jours, soit 10 % de plus que la moyenne nationale et 84 % d'entre eux font confiance au traitement qui lui est accordé.

Pourtant, à la question : « Manquera-t-on d'eau dans la région, à l'avenir ? », 72 % ont répondu oui. Défaitistes ou réalistes, les Bretons sont **« plus pessimistes que l'ensemble des Français sur l'avenir des ressources de leur région »,** précise le rapport.

Les effets du dérèglement climatique sur les réserves d'eau ne sont plus à prouver, en témoignent les fortes sécheresses auxquelles a fait face la région : l'été 2022 a été très sec, peu pluvieux, engendrant un fort manque d'eau. D'autant que la durée des sécheresses a augmenté de 29 % depuis les années 2000, selon l'Organisation météorologique mondiale, et ne cesse de croître.

Un Plan de résilience sur l'eau prévu

En raison du sol granitique, les réserves en eau souterraines bretonnes sont limitées. Dans la région, les eaux sont majoritairement issues des surfaces (rivières ou barrages), contrairement au reste de la France où les eaux souterraines restent les premières sources d'alimentation.

77 % de l'eau potable bretonne est issue des surfaces, selon l'Observatoire de l'environnement en Bretagne. **« L'été a été difficile et il y en aura d'autres. Il faut s'organiser collectivement »,** a martelé le président de Région, Loïg Chesnais-Girard, au CGLE.

Le barrage de la Chèze, à Saint-Thurial, sécurise notamment l'alimentation en eau potable du bassin rennais.

| Photo : Archives Philippe RENAULT/Ouest-France

Face à ce manque d'eau, la Bretagne travaille sur un Plan résilience sur l'eau qu'elle espère présenter en mai.

L'objectif ? Encourager les Bretons à économiser l'eau, protéger les captages, et mettre en place un tarif pour inciter à moins consommer.

À l'échelle nationale, le gouvernement entend bien agir aussi au détour d'un autre Plan résilience. Le ministre de la Transition écologique, Christophe Béchu a annoncé, au détour d'une vidéo diffusée lors du CGLE, que celui-ci serait présenté dans les prochaines semaines.

Laurie MUSSET.

Plusieurs articles sont parus dans ***Ouest France*** (partenaire média) et Ouesfrance.fr – Janvier / Février 2023

Sogea Environnement comprend 3500 collaborateurs qui mènent plus de 2000 chantiers par an en France *(ici, des travaux de réparation sur le canal du Foulon à Gourdon, dans les Alpes-Maritimes).*

Eau

Vinci Construction voit la vie en réseaux

Sous la nouvelle bannière Sogea Environnement, la major regroupe une vingtaine de sociétés régionales de travaux hydrauliques.

Sur les métiers de l'eau en France, Vinci Construction entend désormais rivaliser avec les majors du secteur que sont Veolia, Suez et Saur. C'est le message qui a été adressé au marché avec la présentation officielle de Sogea Environnement, lors du Carrefour des gestions locales de l'eau qui s'est tenu les 25 et 26 janvier à Rennes (Ille-et-Vilaine). « Au sein de la division Réseaux France de Vinci Construction, cette délégation regroupe une vingtaine de sociétés régionales intervenant dans tous les métiers des réseaux hydrauliques, soit 3500 collaborateurs qui mènent chaque année plus de 2000 chantiers dans l'Hexagone », résume Didier Deschanel, directeur délégué en charge de Sogea Environnement.

Captage et stockage d'eau brute ; production et distribution d'eau potable ; collecte, transfert et traitement des eaux usées... « Nous pouvons mener un projet de A à Z, de la conception à l'exploitation en passant par la construction ou la réhabilitation », précise Didier Deschanel. L'eau n'est pas l'unique domaine d'activité de Sogea Environnement puisque l'entreprise interviendra également sur tous les métiers de réseaux enterrés, tels que les réseaux secs (électricité, fibre optique, gaz...) et les réseaux de chaleur et de froid, en plein développement.

Depuis le siège de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine), la nouvelle bannière mobilisera une cinquantaine de personnes dans les fonctions supports (ressources humaines, informatique, comptabilité, communication, formation...) et favorisera les coopérations transversales. « Nous pourrons mieux mutualiser nos moyens, notamment du matériel que nous pourrons faire circuler d'une région à une autre », illustre Didier Deschanel.

Partager les bonnes pratiques et pousser la R&D. L'ancien directeur innovation d'Eurovia espère également partager les bonnes pratiques et pousser la R&D, notamment dans le domaine de la protection des ressources et de l'économie circulaire. « Parmi nos axes d'innovation, nous allons travailler sur notre capacité à réutiliser les déblais ou sur les techniques de travaux sans tranchées, moins invasives », indique-t-il. Enfin, pour les salariés, la nouvelle organisation facilitera les mobilités géographiques ou entre les différents métiers.

Sogea Environnement s'organise autour de cinq grandes régions : Île-de-France, Centre-Ouest, Nord-Est, Sud-Ouest et Sud-Est. Son maillage territorial s'appuie sur [illegible] agences de proximité, qui réalisent entre 5 et 25 M€ de chiffre d'affaires. « On a coutume de dire que nous sommes des PME dans un grand groupe. Ces PME vont rester et, localement, nos clients auront toujours les mêmes interlocuteurs au sein des agences », assure Damien Barruet, directeur régional Centre-Ouest.

Le groupe est désormais en ordre de bataille pour mener les immenses défis liés à l'eau. « Avec le déficit hydrique que 90 % des départements ont connu cet été, il y a eu une vraie prise de conscience de l'urgence à protéger nos ressources en eau », constate Didier Deschanel. De fait, les élus commencent à briser le tabou de la hausse du prix de cette ressource afin de pouvoir se donner les indispensables capacités d'investissement pour l'entretien et le renouvellement du réseau. ● **Jean-Philippe Defawe**

LE MONITEUR
DES TRAVAUX PUBLICS ET DU BÂTIMENT

« Vinci Construction entend désormais rivaliser avec les majors du secteur que sont Veolia, Suez et Saur. C'est le message qui a été adressé au marché avec la présentation officielle de Sogea Environnement, lors du ***Carrefour des gestions locales de l'eau*** *qui s'est tenu les 25 et 26 janvier à Rennes (Ille-et-Vilaine). »*

Le Moniteur couvre régulièrement le CGLE, en particulier l'actualité des exposants liés au monde du BTP, comme dans cet article sur Vinci Construction – Février 2023

ACTU-ENVIRONNEMENT.com

25 > 26 janvier

RENNES (35) / PARC DES EXPOSITIONS

Carrefour des gestions locales de l'eau

© CGLE

En 2023, le prochain Carrefour des gestions locales de l'eau se tiendra comme à son habitude fin janvier, et sera à la fois physique et digital, pour combiner richesse de la rencontre humaine et intelligence de la technologie. Le CGLE 2023, c'est une nouvelle fois un moment unique en France sur ce secteur, un type d'évènement renouvelé, une expérience augmentée, une rencontre aux multiples facettes.

À l'occasion du millésime 2023, Actu-Environnement et Emploi-Environnement s'associent une nouvelle fois à l'organisateur IdealCO pour proposer un espace emploi et compétences afin de mettre en lumière la dynamique de recrutement du secteur de l'eau et faciliter les rencontres entre candidats et recruteurs.

aenv.fr/AG25129

▶ RETROUVEZ-Y Actu-Environnement

Trois innovations du domaine de l'eau recompensées lors du CGLE 2023

TECHNO | Eau | 08.02.2023 | F. Gouty

Les gagnants des trophées Challenge Innovation au CGLE 2023. © NXO Engineering

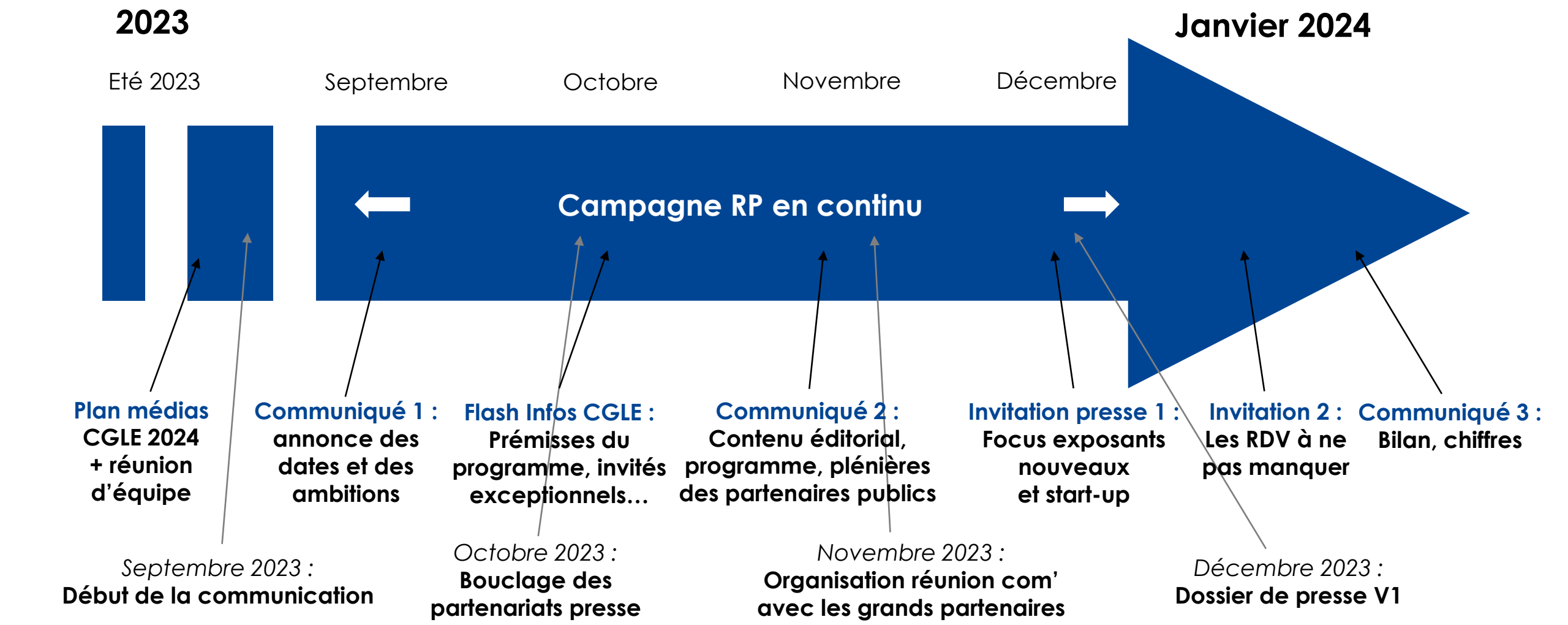
Le 26 janvier à Rennes, à l'occasion de l'édition 2023 du Carrefour des gestions locales de l'eau, l'Union des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE), France Water Team et idealCo ont remis leurs prix annuels Challenge Innovation. Les entreprises Red Berry, Waterleak et NXO Engineering ont respectivement remporté les trophées des catégories « Entreprises », « Collectivités » et « Économie circulaire ».

En amont et en aval de l'événement, ***Actu-Environnement*** (partenaire presse) relaie activement toutes les actualités du CGLE – Automne 2022 / Mars 2023

03

PLANNING RP PREVISIONNEL 2024

Plan d'action RP CGLE 25



Merci !